



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des Affaires culturelles
Conservation régionale des Monuments historiques

PLAN SÉCURITÉ DES CATHÉDRALES

2023 - ÉTUDE D'ÉVALUATION - ÉTAT DES LIEUX

ET PROPOSITIONS/ACTIONS

OBJECTIF :

Etablir des propositions et plan d'action (schéma directeur) en partant de l'état des lieux de chaque édifice et sur la base des 58 actions du « Plan Sécurité des Cathédrales » (Ministère de la Culture, version avril 2023) dans le but d'améliorer les dispositions constatées.

Cahier des Charges Technique (Lot Unique)

Destiné à l'élaboration des évaluations de sécurité incendie et secours de six édifices affectés au ministère de la Culture et recevant du public (5 cathédrales et l'église Saint-Julien à Tours) de la région Centre-Val de Loire .

Textes de référence :

(rappel non exhaustif, voir Plan d'actions « sécurité cathédrales » - annexe 7)

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux ERP
- Arrêté du 15 septembre 2006 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique des établissements recevant du public du Ministère de la Culture
 - Articles R.123-15 et R. 123-16 du code la construction et de l'habitation
 - le code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles R 741-1 à 741-10
 - Article R.621-69 du Code du Patrimoine
 - Plan d'actions « sécurité cathédrales », mai 2023 ; MC/DGPA/DIRI/MISSA, (voir pièces annexes)
- Code de la Commande Publique
- CCAG/MOE (clauses administratives générales Maîtrise d'Oeuvre)

Sommaire :

- I. Préambule
- II. Objet du Marché
- III. Objectifs du marché
 - A. Analyse de la situation du monument
 - B. Préconisations, programme fonctionnel
- IV. Comité de suivi
- V. Composition de l'équipe
- VI. Marché fractionné
- VII. Présentation des rapports
- VIII. Délais de réalisation de l'étude

I. Préambule :

L'incendie dramatique survenu le 15 avril 2019 à la cathédrale Notre-Dame de Paris a incité le ministère de la Culture, propriétaire et responsable de la sécurité des cathédrales, à s'interroger sur le niveau de sécurité et de sauvegarde des édifices du territoire relevant du même régime ainsi que sur les moyens de l'améliorer.

En outre, l'incendie survenu dans la cathédrale de Nantes le 18 juillet 2020 a renforcé cette nécessaire vigilance que l'État doit accorder aux édifices dont il a la charge.

Conscient des démarches et investissements déjà consentis dans ce sens, il souhaite néanmoins, dans le cadre des dispositions réglementaires en cours et avec les adaptations nécessaires, atteindre le seuil maximal de capacité de réponse collective à ce type de situation.

Le ministère de la Culture demande à ses services déconcentrés (Drac) d'engager les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.

Le présent marché est une étude d'évaluation visant à vérifier la situation et l'adaptation des 5 cathédrales de la région Centre-Val de Loire et de l'église Saint-Julien de Tours au plan d'action « sécurité cathédrales », dans sa version actualisée de mai 2023 par les services de la Direction générale des patrimoines et de l'architecture du Ministère de la Culture.

Les enjeux et la complexité du sujet appellent une démarche simultanée et un suivi local et collectif.

Pour élaborer le document attendu, seront obligatoirement associés les principaux acteurs de la sécurité des cathédrales :

- les ABF, conservateurs des monuments et responsables uniques de sécurité (RUS) ;
- la DRAC/CRMH ; en association avec l'expertise de l'Inspection des Patrimoines.
- les ACMH
- les CAO
- les représentants du clergé affectataire
- Le CMN (suivant le cas)

Devront aussi être consultés :

- les SDIS
- et éventuellement les commissions de sécurité

L'état des lieux et les dispositions proposées par la présente étude serviront, après validation, de base de travail et de fil conducteur des actions (formalisation de documents, formations), des missions de maîtrise d'œuvre et des programmes de travaux qui matérialiseront l'intention annoncée.

Les actions et interventions nécessaires seront rassemblées dans un document, dit schéma directeur.

Le contenu des prestations à assurer et à produire dans le cadre du présent marché d'étude est défini dans le présent cahier des charges.

II. Objet du marché :

Le périmètre de la présente étude porte sur les édifices suivants, à la fois culturels et culturels, classés au titre des monuments historiques, appartenant à l'État et affectés au Ministère de la Culture, pour la plupart définis comme établissements recevant du public :

1. Cher, Bourges, cathédrale Saint-Étienne, ERP de 1ère catégorie, type V
2. Eure-et-Loir, Chartres, cathédrale Notre-Dame, ERP de 1ère catégorie, type V
L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A depuis 1995, renouvelé en 2010.
3. Indre-et-Loire, Tours, cathédrale Saint-Gatien, ERP de 1ère catégorie, type V,
3 Bis. Indre et Loire, Tours, cloître de la Psalette, ERP de 5ème catégorie
4. Indre-et-Loire, Tours, église Saint-Julien, ERP de 3ème catégorie, type V avec activité de type Y
5. Loir-et-Cher, Blois, cathédrale Saint-Louis, ERP de 2ème catégorie, type V
L'édifice est doté d'un système sécurité incendie de type 4 couvrant la chaufferie avec 6 déclencheurs manuels dans les espaces recevant du public. Une étude de diagnostic sécurité incendie et installations électriques a été réalisée en 2022 par l'agence Maël de Quelen ACMH.
6. Loiret, Orléans, cathédrale Sainte-Croix, ERP de 1ère catégorie, type V,

III. Objectifs du marché :

L'étude d'évaluation devra présenter et évaluer la situation de l'établissement au regard des obligations réglementaires et des objectifs complémentaires du Ministère de la Culture en termes de sécurité incendie, de sauvegarde des biens et des personnes et de sécurisation des accès. Elle doit décrire, à l'appui des documents et cadres de synthèse fournis par le ministère de la culture, (annexe jointe – Plan d'actions « sécurité des cathédrales » (mise à jour de mai 2023), les interventions nécessaires pour atteindre les objectifs assignés. L'étude (état des lieux et propositions d'actions) sera réalisée conformément aux lois et textes en vigueur au moment de son élaboration.

A. État des lieux :

1) A la suite des visites et de la prise de connaissance des lieux (dont la récupération de la documentation/plan disponibles en DRAC et UDAP) et des dispositifs en place ; entretiens obligatoires et réunions avec les acteurs locaux de la sécurité de l'édifice : DRAC ABF-RUS ; DRAC CRMH : conservateur régional, conservateur des monuments historiques et ingénieur, architecte en chef des MH (maître d'œuvre pour les monuments Etat de la Drac), CAO, clergé affectataire, CMN, voir SDIS et représentant de la commission de sécurité. Ces réunions feront l'objet de rapports.

2) La situation de chaque édifice au regard des huit axes suivants, relevant de la sécurité incendie (Plans d'action « sécurité des cathédrales – Version 2023 page 6/44), déclinant les 58 actions du plan - Version 2023, page 20 à 25) et de ceux relevant de l'aspect sûreté :

Rappel :

Sécurité incendie :

1. Limiter les risques d'éclosion
2. Réduire les risques de développement et de propagation d'un sinistre
3. Faciliter l'action des sapeurs-pompiers
4. Entretenir des relations privilégiées avec les services de secours
5. Encadrer les conditions d'exploitation des différentes activités
6. Réduire les conséquences d'un sinistre
7. Renforcer la formation des acteurs sur les enjeux de sécurité incendie
8. Mettre en place des outils de gestion et des mesures organisationnelles

Sûreté :

1. Définition des moyens nécessaires à la détection des intrusions, à leur caractérisation et à l'alerte des services compétents
2. Audit sur les moyens de lutte contre les intrusions et la gestion des accès (organigramme des clés, etc.)
3. Protection contre le vol des objets les plus précieux

3) La mise à jour, pour chaque cathédrale, du tableau de bord, suivi et partagé. (annexe 13 du plan d'actions « sécurité des cathédrales » version mise à jour en mai 2023).

Édifice Test :

Ces documents, constituant la première phase de l'étude, seront réunis dans un 1^{er} rapport (test) relatif à un premier édifice étudié, la cathédrale d'Orléans qui fera l'objet d'une première étape de validation par le comité de suivi avant d'être décliné, sur la forme et le contenu, sur les 5 autres monuments.

Ce rapport « test » ouvrira également le chapitre des propositions de travaux et d'actions, valant Schéma directeur.

Il devra être présenté sous forme de **fiches « état » et fiches « actions »** afin de lui conférer un caractère synthétique, uniforme, accessible et modifiable (mise à jour à assurer par le RUS (ou ABF adjoint).

La forme de ces fiches devra également être validée avant d'être déclinée sur les 5 autres monuments.

Une deuxième étape, également validée par le comité de suivi, rassemblera l'état des lieux des 6 édifices étudiés.

B. Propositions (programme d'actions) Schéma directeur :

Pour chaque édifice, seront formulées des propositions visant à répondre aux constats établis dans l'état des lieux, en les hiérarchisant, sur le modèle de l'annexe 2 du plan d'actions « sécurité des cathédrales » version mise à jour en mai 2023) :

- Seuil réglementaire
- Niveau de référence
- Niveau haut

Une amélioration adaptée, progressive et acceptable du niveau de sécurité des personnes et des biens, fera l'objet, à partir de ces propositions validées, de programmations, pluriannuelles si nécessaire, de travaux ou d'actions à conduire par l'ABF, conservateur de l'édifice, et/ou d'études complémentaires ou APS directs confiés par la DRAC/CRMH aux ACMH territorialement compétents.

Certains points feront l'objet de simples rappels et recommandations.

Pour mémoire, sur la base de ces documents et en préalable à tous travaux, des dossiers de sécurité seront déposés auprès des maires concernés pour avis des commissions de sécurité compétentes.

IV. Comité de suivi :

Le titulaire du marché assurera l'exécution de sa mission sous le contrôle du maître d'ouvrage (DRAC/CRMH) , afin de préciser le déroulement et de suivre les étapes de validation. Le maître d'ouvrage sera assisté en temps que de besoin d'un comité de suivi constitué à la demande des différents intervenants sur les édifices concernés (Architectes des bâtiments de France (conservateurs des monuments et RUS), d'agents de la CRMH, CAO A et éventuellement du Service de coordination de l'architecture et des patrimoines, du Secrétariat général lors des collèges ABF.

Le maître d'ouvrage réunira le comité de suivi autant que de besoin après la notification du marché.

Le maître d'ouvrage assurera les convocations du comité selon les dispositions envisagées lors de la première réunion, et rédigera les compte rendus. Le comité de suivi pourra être réuni, à Orléans ou en visio-conférence en fonction des conditions sanitaires.

V. Composition de l'équipe :

L'équipe sera composée a minima ;

- Un architecte du patrimoine, mandataire du groupement et présentant des références pour le même type de prestations,
- Un spécialiste de la sécurité incendie,
- Un spécialiste de la sûreté,
- Un économiste spécialisé dans les deux domaines de cette étude (sécurité, sûreté) mais présentant également des références d'intervention sur du patrimoine protégé au titre des MH

VI. Marché Fractionné :

Afin de mettre en œuvre dès que possible une première tranche fonctionnelle du plan d'action, il est proposé le fractionnement suivant du contrat :

- Tranche ferme : l'édifice test : la cathédrale d'Orléans
- Tranche optionnelle : les monuments restants, mentionnés au point II, Objet du marché

VII. Présentation des rapports :

À l'issue de son étude, le titulaire du marché soumettra un rapport d'étape au comité de suivi, pour approbation.

Un rapport final, accompagné d'une synthèse, fera l'objet d'une validation du comité de suivi et d'une restitution sur les sites concernés (6 réunions).

Le travail sera fourni sous forme papier et sous forme numérique :

- 3 recueils généraux papiers regroupant la totalité de l'étude
- 1 extrait papier par monument
- 1 version numérique de l'ensemble

VIII. Délais de réalisation de l'étude :

Le délai contractuel est fixé à trois mois pour la tranche ferme et 9 mois pour la tranche conditionnelle.

Vu et accepté, à
le

À Orléans le :

Le Titulaire du marché

La DRAC Centre-Val de Loire